

## **Repenser la notion de « guerre contre le terrorisme »**

On aura entendu énormément d'arguments de tous les pays, venant de l'ensemble du spectre politique, pour soutenir que la « guerre contre le terrorisme » n'existait pas. Derrière ces mots se trouveraient forcément des buts non avoués, et non avouables. L'argument le plus utilisé, de l'intellectuel de droite américain à celui du café de Flore tendance « gauche caviar », c'est qu'on ne peut pas faire la guerre à un moyen : en effet, le terrorisme est un mode d'action, pas un groupe ou une idéologie. Poursuivant cette logique, certains, très à droite ou foncièrement islamophobes, en Amérique ou ailleurs, parlent - à l'unisson avec les djihadistes d'ailleurs - d'une guerre presque naturelle entre l'Occident, redevenu Chrétien pour l'occasion, et un Islam immuable et forcément hostile. Enfin, pour évoquer tout le panel des oppositions à la notion de « guerre contre le terrorisme », de nombreuses personnes très à gauche sur les échiquiers politiques nationaux ne voient dans la notion de « guerre contre le terrorisme » qu'une manipulation impérialiste de plus, un moyen supplémentaire pour envahir des pays riches en pétrole.

Il est temps de faire enfin justice à ce nouveau concept de guerre. Loin d'être une expression fausse ou hypocrite, loin d'être cette approximation que l'on raille si facilement, elle représente clairement un défi que la majorité des Etats et des Grandes Puissances, y compris l'Union Européenne, devront gérer dans les décennies à venir. La « guerre contre le terrorisme », si les Etats savent la prendre au sérieux et non la manipuler dans des buts égoïstes, c'est une guerre fortement politique, c'est une guerre pour l'Etat et même pour l'Etat de droit. Et surtout, il s'agit d'une guerre réelle, d'une guerre qui a un sens, face à une vision terroriste et parfois nihiliste qui peut être facilement reprise par un tout petit nombre à l'intérieur de nos sociétés, et créer des dégâts considérables.

### ***La guerre contre le terrorisme comme guerre politique.***

Certes, le terrorisme n'est qu'un moyen. Certes encore, tous les groupes utilisant le terrorisme ne sont pas sur la même ligne politique, n'ont pas les mêmes ennemis, ni la même

vision du monde. Le Hamas n'est pas Al Qaida, l'IRA n'est pas l'ETA, le Hezbollah libanais n'est pas le Fatah-el-Islam, et n'est même pas l'équivalent du Hezbollah iranien<sup>1</sup>. Si les services européens se doivent d'avoir des informations sur tous les groupes se constituant au Moyen Orient ou ailleurs et se réclamant de l'usage de la terreur pour arriver à leurs fins, il est bien clair que lorsque l'on parle de guerre contre le terrorisme, on parle du terrorisme transnational avant tout. C'est lui qui peut frapper autant à New York qu'à Paris, Londres, Rome ou Madrid. C'est un terrorisme qui englobe très largement dans sa haine un certain nombre d'Etats, d'abord au Nord, donc y compris en Europe, sans que la politique menée par ces Etats soit véritablement prise en considération. Néanmoins, les groupes transnationaux se nourrissent de souffrances plus locales, et de luttes, parfois terroristes, qui sont d'abord nationales. En effet, ils n'ont jamais un agenda très clair politiquement ou socialement : on ne sait pas ce que Ben Laden et feu Zarqawi auraient fait d'une victoire totale et d'une prise de pouvoir à Bagdad. Nous n'avons à faire ni à des théologiens, ni à des idéologues ayant toute une théorie du fonctionnement de la Cité idéale en tête.

Au-delà de projets très vagues ne pouvant constituer un réel projet politique, comme la conversion du monde entier, ou la guerre à l'Ouest et à toutes les nations qui ne suivent par leur vision des choses, les djihadistes n'ont guère que les luttes nationales et les souffrances de différents peuples de par le monde pour justifier leur existence. La guerre contre le terrorisme, si, encore une fois, elle est prise au sérieux, cela doit donc aussi être une guerre pour que des souffrances nationales cessent. Pour combattre des groupes comme Al Qaida, ou tout autre groupe se réclamant d'un agenda international, il faut les empêcher de gagner les cœurs et les esprits d'un nombre important de personnes, ce que Oussama Ben Laden a déjà réussi à faire dans une moindre mesure, en mettant en avant les souffrances des musulmans de par le monde, notamment dans le cadre du conflit israélo-palestinien, ou de l'embargo contre l'Irak de Saddam Hussein. Les luttes uniquement nationales, ou tout au plus régionales, sont également politiques, s'appuient sur des populations souffrant d'une situation difficile qui leur est souvent imposée par l'Etat victime du terrorisme.

Le but étant la fin des souffrances de part et d'autre, un accord politique est toujours possible, et ici, l'Europe peut jouer le rôle d'« *honest broker* », d'intermédiaire fiable et respecté par les deux partis. Ses services peuvent repérer les plus extrémistes des deux camps et faire pression pour que ces éléments perturbateurs soient marginalisés, en parallèle de l'avancement réel d'un processus permettant aux deux populations de vivre mieux. Ce point signifierait un engagement européen significatif, en termes d'action des services secrets, mais aussi, sûrement, en termes d'action militaire d'interposition, et d'engagement économique fort

et intéressant pour les deux protagonistes. L'Union a déjà montré sa capacité sur ce dernier point, par exemple dans son soutien financier à l'Autorité Palestinienne, mais n'a pas été capable d'associer à la force économique la force politique permettant à un accord de paix réel de voir le jour<sup>2</sup>. Or si demain nous voulons être capables de vaincre le terrorisme transnational, il faut prêter l'oreille aux endroits du monde où la violence est telle que des groupes présents sur ces territoires, et les populations désespérées qui s'y trouvent, se tournent vers le terrorisme.

La guerre contre le terrorisme, c'est donc une guerre contre le terrorisme transnational, et une guerre totale, donc une guerre qui prend maintenant en compte ce qui, de par le monde, peut donner des armes idéologiques aux terroristes transnationaux. C'est une guerre, qui va coûter bien plus cher qu'on ne le pense, si on veut la gagner *et* la mener correctement. Car c'est une lutte qui demande qu'on se lance dans des processus politiques courageux, pour calmer des conflits, apaiser des situations souvent difficiles, permettre à des populations qui ne savent plus ce que cela veut dire de vivre en paix, et de vivre ensemble. Certes, ce sera un travail de longue haleine. Et il demande un effort que la France seule, ou toute autre nation européenne seule, ne peut tout simplement fournir. Une véritable guerre contre le terrorisme, avec notamment son aspect de lutte politique, demande une Europe-Puissance.

### ***La guerre contre le terrorisme, une guerre pour l'Etat de droit***

Si le terrorisme visé par cette guerre est transnational, il profite de tout ce qui va à l'encontre de l'entité étatique. L'Etat est la structure qui apporte au citoyen une organisation politique et sociale, c'est le seul détenteur de la violence légitime, c'est, en bref, une notion qui va totalement à l'encontre de ce qu'est un groupe comme Al Qaida. Il n'est pas illogique de penser que la situation de chaos dans laquelle l'Occident a laissé l'Afghanistan est, au moins en partie, responsable du renforcement de la menace djihadiste jusqu'au 11 septembre. Cette terre au centre de l'Asie Médiante, abandonnée, déchirée entre les chefs de guerre, parfois eux-mêmes associés à des mouvements djihadistes, n'a retrouvé un semblant de paix qu'avec les Talibans, qui ont accueilli Ben Laden et son groupe. La guerre civile a accouché d'un émirat proche de la mouvance terroriste dans l'indifférence internationale.

Des pays européens et une puissance américaine fortement impliqués dans la situation du pays après le retrait soviétique, visant à éviter un bain de sang et à relancer un Etat viable, aurait sans doute privé Al Qaida d'un atout non négligeable. Mais il n'est pas nécessaire d'en arriver à la situation afghane pour éviter un échec de l'Etat et une inquiétante victoire du

terrorisme transnational. Un Etat qui s'écroule, qui disparaît quasiment sous les coups d'une guerre civile ou d'une guerre régionale, c'est bien sûr une victoire pour les groupes cherchant un sanctuaire à contrôler. Mais il est possible de trouver un tel sanctuaire sans qu'un Etat s'écroule totalement. Nombreux sont les Etats qui, par manque de moyens, tiennent au mieux leurs grandes villes, et très peu les périphéries, laissant la place à tout groupe se voulant concurrent de l'Etat pour le contrôle des populations et l'exercice de la violence légitime. Il s'agit souvent de groupes criminels<sup>3</sup>, mais il peut s'agir également de mouvements terroristes, les deux faisant plutôt bon ménage dans la clandestinité. Qu'il s'agisse d'un Etat faible ou d'un Etat proche du chaos, ces situations acceptables, car peu dangereuses sur le court terme pour les Grandes Puissances, ou oubliées pré-11 septembre ne peuvent plus être mises de côté aujourd'hui, car cela reviendrait à offrir à l'ennemi un territoire refuge. Plus que par le passé, la structure étatique de par le monde doit être soutenue. Cela signifie, concrètement, aider financièrement et structurellement les Etats, notamment au Sud, qui veulent s'assurer d'un contrôle total sur leur territoire, et lutter par la même occasion contre toute institution non étatique contestant son autorité : groupes criminels, trafiquants transnationaux, mouvements terroristes.

*Mais cette guerre, pour être menée à bien, doit être non seulement une guerre pour l'Etat, mais encore et avant tout une guerre pour l'Etat de droit.* Il serait contre-productif de soutenir des Etats fortement répressifs, bafouant allègrement les droits élémentaires de leur population. Le premier Droit de l'Homme est avant tout le droit à la sécurité, contre toute action violente et arbitraire, non seulement de la part d'autres personnes ou groupes, mais aussi venant de l'Etat lui-même. C'est en partie la répression étatique dans bon nombre de nations du Moyen Orient qui ont permis aux mouvements terroristes transnationaux d'émerger et de se renforcer.

Dans les zones où on a laissé les tendances dites islamistes s'insérer dans le jeu politique, le djihadisme s'est retrouvé bien moins fort qu'ailleurs. On pense notamment à la Turquie aujourd'hui, dont le groupe islamiste majoritaire gouverne le pays en se présentant comme démocrate-musulman, se réclamant non pas de Ben Laden ou même d'Hassan el Banna<sup>4</sup> mais de l'Union Européenne, une belle victoire symbolique pour l'UE. Donc si l'Europe-Puissance se doit de soutenir les pays du Sud et de l'Est qui veulent assurer le règne de l'Etat partout sur leur territoire, elle ne peut pas soutenir tout le monde de la même façon, et elle ne peut pas soutenir un Etat sans contrepartie minimale en termes de respect des droits des populations. Qu'il s'agisse de Bruxelles ou de Washington d'ailleurs, toute association

avec un tyran qui maltraite largement sa population, qui ne prend pas en compte son bien être économique, ni un tant soit peu ses aspirations politiques, ne peut être contre-productive, vu l'opposition interne qui montera contre le dirigeant en question.

On ne peut, bien sûr, se lancer dans une croisade démocratique. Ce n'est pas ce dont nous parlons ici : chaque pays suit la voie qui est la sienne, et ne peut qu'évoluer avec le temps, et d'autant plus prudemment s'il se trouve dans un environnement géopolitique difficile. Mais il y a une différence claire entre le dirigeant qui garde la majorité du pouvoir, mais cherche à se concilier l'opposition, à laisser une opposition modérée s'exprimer, même quand les élections ne sont pas encore à la hauteur des exigences internationales, tout en acceptant les pressions internationales pour une évolution lente mais positive, et un dictateur usant largement du système carcéral et de la torture pour soumettre tout un peuple. Le premier peut être incité à ouvrir sa société dans une certaine mesure, et surtout à éviter les extrêmes qui font fleurir le djihadisme. Il est donc un partenaire possible. Le second, par ses violations outrancières des Droits de l'Homme, par son non respect flagrant du citoyen, sème les graines d'une nouvelle génération de terroristes, ou au moins d'activistes violents. S'associer à lui, c'est s'associer à l'opprobre de ses actions. Et si l'Europe, comme toute autre puissance, ne peut pas s'offrir le luxe de rompre tout lien avec un Etat non ouvertement hostile, elle peut réduire ses liens avec un Etat oppresseur au minimum. Au pire, une telle attitude fera perdre aux Européens quelques marchés sur le court terme, et cela n'est même pas assuré, tout dirigeant vivant du clientélisme d'une partie de la population et non de l'assentiment de la majorité ayant besoin de ressources pour maintenir les nécessaires allégeances. Elle permettra en tout cas de travailler fructueusement avec les dirigeants rationnels de par le monde, et de permettre le renforcement de l'Etat et de ses services partout dans le monde, réduisant les chances pour les groupes transnationaux de trouver des sanctuaires.

Avec une telle politique, les critiques iront bon train. Les réalistes se moqueront d'un idéalisme signifiant beaucoup de dépenses (en aide au développement, en coopérations diverses) mais surtout un soutien pour la constitution progressive d'un Etat de droit, but pouvant entrer en contradiction avec des intérêts à plus court terme. Les « droits de l'hommes » seront choqués que l'on puisse parler à des dirigeants vus comme des « dictateurs », et n'évoluant pas assez vite vers la véritable démocratie et l'économie de marché. Mais dans une logique de lutte contre le terrorisme qui se voudrait intelligente, on ne peut se permettre d'oublier les deux faces du problème terroriste : le volet sécuritaire, et l'aspect humain. Les rêves de démocratie imposée de l'extérieur donnent le borborygme irakien,

détournant notre attention de l'important chantier afghan, que trop d'Européens sont tentés d'abandonner aujourd'hui.

*Un combat réel, demandant une vigilance constante*

Ainsi, on ne peut en rester à la seule approche militaire de la guerre contre la terreur, et oublier ces chantiers importants que nous venons d'évoquer, la lutte politique et la guerre contre le terrorisme comme le combat pour la notion d'Etat, et plus précisément pour la diffusion, progressivement, à l'échelle internationale, de l'Etat de droit, respectant les libertés élémentaires. Mais plus fondamentalement, on ne peut pas oublier que, très concrètement, il y a une menace, réelle, amplifiée encore par la victoire d'Al Qaida en termes de communication. « Al Qaida » n'était même pas véritablement le nom que les membres de ce groupe s'étaient donné semble-t-il, mais le nom a lui seul rappelle la notoriété que l'on peut s'attirer avec une action audacieuse, sans véritable programme politique autre qu'une approche anti-occidentale viscérale.

Certes, le terrorisme n'est ni un groupe, ni une idéologie. Mais il apparaît de plus en plus que des personnes ayant des griefs très larges contre les sociétés du Nord en général, parfois de tendance nihiliste, n'hésitent plus à franchir le pas et à passer de l'animosité contre la société à l'action terroriste. On peut prendre comme exemple ici la tentative d'attentat récemment empêchée à l'aéroport international JFK près de New York. Les suspects n'avaient aucun lien avec Al Qaida. Ils partageaient juste entre eux une haine des Etats-Unis, les amenant à créer un petit réseau d'extrémistes entre le territoire américain, Guyana, et Trinité-et-Tobago. Cette haine est devenue action en partie par l'influence de l'exemple de Ben Laden et de ses troupes<sup>5</sup>. S'ils n'avaient pas été stoppés à temps, leur attaque aurait pu être désastreuse. Leur but était de faire sauter les principaux réservoirs de kérosène de l'aéroport. Comme le disait si bien l'un des complices de ce projet terroriste, une telle action aurait frappé la nation au cœur, comme si le Président Kennedy se faisait assassiner une seconde fois. Quelques mois plus tôt, un groupe extrémiste similaire a été arrêté alors qu'il visait à inonder une partie de Manhattan en faisant sauter des conduits souterrains à New York. Aujourd'hui, la franchise Al Qaida permet d'unir et d'inciter à l'action des personnes sans projet politique précis, mais avant tout agités d'un grand ressentiment ou d'une haine nihiliste.

Quand un petit nombre nourrissant la même approche s'associe, un projet terroriste peut être lancé. Et ici, le danger est double : non seulement il y a le risque de succès terroriste,

mais il y a aussi le risque d'une stigmatisation de toute une population par les médias et d'autres segments de la société, que l'attaque soit un échec ou non. Une telle stigmatisation ne peut à terme qu'amener la dite population à se refermer sur elle-même, à s'isoler, donc à moins collaborer avec les autorités anti-terroristes, et à voir d'autres de ses membres se laisser tenter par les discours nihilistes et extrêmes. La lutte est donc bien réelle, elle est quotidienne, et multiforme.

Et dans cette lutte, l'UE, si elle veut être une Europe-Puissance, ne peut pas se permettre de rester inactive. Elle doit utiliser ses vastes ressources économiques pour aider les structures étatiques dans ses zones d'influence au sud, et soutenir les dirigeants raisonnables, prêts à accepter une évolution progressive et réelle vers l'Etat de droit. Et surtout, elle doit faire comprendre à ses populations que la guerre contre le terrorisme est une guerre réelle, une guerre de longue haleine, une guerre politique qui nous demandera de nous engager à l'extérieur avec force, économiquement et politiquement. L'Afghanistan, ici, apparaît comme un symbole. Si la communauté internationale en général, l'Union Européenne et les Etats-Unis en particulier, abandonnaient leur tâche en Afghanistan, ce serait la preuve que les gouvernements n'ont rien compris au 11 septembre. L'Etat faible, les populations abandonnées à leur sort, sont des proies de choix pour des groupes transnationaux en quête de sanctuaires. Des sanctuaires à partir desquels ils pourront frapper non seulement les Etats-Unis, mais aussi l'Europe.

En bref, la question n'est pas savoir si la guerre contre le terrorisme est une réalité : elle l'est. *La véritable question est plutôt ici : les Grandes Puissances sont-elles prêtes à mener une véritable guerre contre le terrorisme, intelligente, et sans agenda égoïste ou réducteur ?* La guerre lancée en Irak nous a donné la triste réponse. Il faut aujourd'hui espérer que cette erreur ne sera pas renouvelée, et que nous saurons nous concentrer sur les théâtres d'opération où nous devons combattre, en particulier l'Afghanistan, et non nous éparpiller. Mener à bien le chantier déjà essentiel de la stabilisation du cœur de la Grande Asie Centrale devrait rester un des principaux chantiers de la lutte contre le terrorisme.

Didier CHAUDET

Analyste politique pour Euro-Power

<sup>1</sup> Pour une introduction générale mais détaillée sur le phénomène djihadiste, nous vous invitons à lire notre dossier « Comment peut-on être djihadiste ? Une tentative d'analyse du terrorisme islamiste », [www.euro-power.fr](http://www.euro-power.fr), 31 mai 2006.

<sup>2</sup> De fait, sur cette question, comme dans d'autres, l'Union s'est laissé placer dans son rôle double de géant économique et nain politique... ce qui signifie concrètement accepter de dépenser l'argent des citoyens européens sans être capable de sécuriser l'investissement mené. Une telle politique est, bien entendu, indigne d'une grande puissance.

<sup>3</sup> Pour un bon exemple de ce fait, voir l'excellent travail d'Erica Marat, « The State-Crime Nexus in Central Asia : State Weakness, Organized Crime, and Corruption in Kyrgyzstan and Tajikistan », Central Asia and Caucasus Institute, *Silk Road Paper*, octobre 2006.

<sup>4</sup> Fondateur des Frères Musulmans, l'une des forces politiques islamistes les plus influentes dans le monde arabe.

<sup>5</sup> Voir Le Figaro, avec AFP et AP, « un projet d'attentat déjoué à New York », 2 juin 2007.